



Mercredi 7 avril 2021

ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS FERMÉS : ET APRÈS ?

Mercredi 31 mars 2021, Emmanuel Macron a annoncé la fermeture des crèches, écoles et établissements scolaires pour trois à 4 semaines.

Et nous voilà en train de revivre la situation d'il y a un an exactement lorsque, contredisant le ministre de l'éducation, le président annonçait brutalement le confinement le plus strict, incluant l'ensemble des établissements scolaires, pour 15 jours. Il allait durer presque deux mois.

Pourquoi sommes-nous contraints de nous isoler à nouveau ?

Parce que la tension hospitalière est à son comble, au même niveau qu'en mars 2020. Nous sommes au point où il faut déprogrammer de nombreuses interventions, occasionnant de la sorte de graves pertes de chance pour les patients. Depuis un an, le gouvernement n'a pas ouvert plus de lits d'hôpital (au contraire, il en a fermé), ni recruté plus de personnel. Les soignant-es, épuisés-es, abattent trois fois plus de travail que d'habitude. Et on leur demande encore un effort.

Parce que la campagne de vaccination patine, comme ce fut le cas de la campagne « tester tracer, isoler », et tout comme celle de l'approvisionnement en masques... L'abandon de pans entiers de la recherche et de l'industrie au privé, la recherche permanente du profit et du moindre coût, les délocalisations et suppressions d'emplois... Toutes ces politiques avaient un coût, et c'est nous qui le payons aujourd'hui.

Parce que le système scolaire a été un trou noir dans le suivi épidémiologique, par la volonté du ministre Blanquer ; et désormais le variant anglais confronte ce dernier à son échec. Protocole inapplicable et inefficace, absence de protection des personnels, aucune mesure d'allègement des effectifs, pénurie de moyens et de personnels : l'école devait rester ouverte « quoi qu'il en coûte » pour accueillir les enfants des travailleurs et travailleuses et sauver les entreprises. Le pari de l'économie a coûté la vie de plusieurs parents d'élèves, la santé de plusieurs agent-es et un stress permanent à l'ensemble des collègues.

Covid et école

En urgence, nous allons à nouveau bricoler une semaine de continuité pédagogique, puis partir en vacances anticipées (modification brutale du calendrier scolaire). La dernière période de l'année scolaire s'annonce longue et chaotique, et pleine d'incertitudes... Contraint par le président à une nouvelle fermeture, comment notre ministre a-t-il travaillé depuis un an pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles ?

Protocoles sanitaires

Indigents, puis allégés, et enfin renforcés à coups de fenêtres ouvertes. Tout ce qui est recommandé doit se faire « dans la mesure du possible », à part un ménage quotidien. Nous avons pu constater que les agents des collectivités ne sont pas en nombre suffisant pour assurer l'ensemble des tâches qui leur est demandé. Et le nombre de sanitaires et de lavabos ne permet pas un lavage des mains correct et régulier pour chacun-e.

Protection

Les collectivités territoriales ont pallié la désorganisation de l'État en fournissant savon, gel hydroalcoolique, et masques pédiatriques.

L'EN a fourni des masques en tissu à ses personnels (des masques DIM, potentiellement nocifs, pour commencer). Rappelons que les masques en tissu ne protègent pas leurs porteurs.

Effectifs

Les classes les plus chargées d'Europe sont restées en effectif plein. Seule une très forte pression des personnels a mené à des demi-jauges en lycée, le ministre refusant tout allègement ou dédoublement des effectifs dans les autres niveaux.

Aucun personnel n'a été recruté pour permettre d'alléger les effectifs, d'ailleurs.

Tests, dépistage, isolement

Les enfants ne sont pas testés, la détermination des cas contacts diffère dans le système éducatif par rapport au reste de la société, et il faut trois cas positifs dans une même classe pour qu'elle soit fermée et les élèves isolés. Avec leurs masques en tissu, les personnels ne sont plus jamais considérés comme cas contacts...

Les syndicats et associations de parents d'élèves ont pourtant fait de nombreuses propositions pour anticiper, préserver la santé des 12 millions d'élèves qui fréquentent l'école, de leurs familles et du million d'agent-es de l'éducation nationale, et éviter une nouvelle fermeture :

- purificateurs d'air dans les salles, capteurs de CO₂ ;
- allègement des effectifs, recherche de locaux et de personnel pour accueillir les groupes supplémentaires ;
- test régulier proposé à l'ensemble des écoliers, et des personnels ; au lieu des campagnes flash ponctuelles ;
- adaptation des programmes, pour prendre en compte les deux mois de confinement en 2020, et une nouvelle interruption en 2021 ;
- une formation spécifique aux ENT, à l'enseignement à distance pour les personnels ; un équipement informatique ou téléphonique pour assurer la continuité pédagogique ;
- des précautions particulières vis-à-vis du variant anglais, qui touche autant les enfants que les adultes, qui est plus contagieux et plus grave...

Blanquer n'en a retenu aucune, parce qu'il n'écoute que lui-même, auto satisfait et résolu à garder les écoles ouvertes à tout prix. Il n'a toujours pas compris que **tout le monde**

souhaite garder les écoles ouvertes, mais dans des conditions qui préservent la santé des personnels et des familles !

Et pour la reprise ?

Les personnels et les élèves ne retourneront pas en classe dans les mêmes conditions qu'avant le 31 mars, sinon le confinement n'aura été qu'une perte de temps, et la circulation du virus repartira de plus belle.

→ **Vaccination en urgence et avant la reprise de tous les personnels de l'EN** : AESH, enseignant-es, AED, personnel de santé, administratifs...

→ **Réalisation en urgence de travaux dans les locaux scolaires** afin de proposer un nombre de sanitaires et de lavabos suffisant, d'améliorer la qualité de l'air, et d'éviter le brassage des élèves.

→ **Recrutement massif de personnel pour alléger les effectifs et renforcer la médecine scolaire**, signature de conventions pour occuper des locaux hors des écoles.

→ **Tests réguliers et fréquents des 12 millions d'élèves et du million d'agents de l'EN**. Pour cela il faudra bien plus de 300 000 tests par semaine...

Le 31 mars, c'était il y a déjà une semaine. Aucune directive ne nous est encore parvenue...